

## 1<sup>a</sup> TORNATA DEL 15 GIUGNO 1858

PRESIDENZA DEL VICE-PRESIDENTE AVVOCATO DEPRETIS.

**SOMMARIO.** *Seguito della discussione sulle elezioni sottoposte ad inchiesta, e su quella di Montmeillan — Eletto Le Blanc — Il deputato De Viry continua a combattere le conclusioni della Giunta che sono per l'annullamento — Risposta del relatore Biancheri in difesa delle conclusioni — Repliche del deputato De Viry — Annullamento dell'elezione per pressione clericale — Congedo non accordato.*

La seduta è aperta alle ore 8 1/2 antimeridiane.

**CAVALLINI**, segretario, dà lettura del processo verbale della precedente tornata, ed espone il seguente sunto di petizioni:

6538. Il Consiglio comunale di Oliena, provincia di Nuoro, chiede venga stabilita in quel comune la sede d'una giudeatura mandamentale, e sia accresciuta la forza dei carabinieri.

### SEGUITO DELLA DISCUSSIONE SULLE ELEZIONI SOTTOPOSTE AD INCHIESTA.

**PRESIDENTE.** L'ordine del giorno reca la continuazione dei dibattimenti sulle elezioni sottoposte ad inchiesta.

La Camera non è ancora in numero per deliberare; tuttavia essendo in discussione l'elezione di Montmeillan, della quale la Giunta propone l'annullamento, e non trattandosi per ora di passare ai voti, darò la parola al deputato De Viry per continuare il suo discorso.

**DE VIRY.** Messieurs, parmi les accusations dirigées contre le curé de La Table il en est une spécialement qui mérite d'appeler votre attention.

Il aurait été en outre accusé d'avoir laissé un bulletin portant le nom de M. Leblanc chez un électeur de sa paroisse, et de s'être présenté chez cet électeur comme venant au nom du syndic de la commune, pour l'engager à voter pour ce candidat. Il est accusé ainsi d'avoir mis en œuvre non-seulement l'intrigue, mais encore le mensonge, pour faire prévaloir son opinion.

Quelle autre plus grave accusation pourrait-on adresser à un membre du clergé? On lui impute d'avoir usurpé le nom d'un fonctionnaire public pour engager un électeur à voter en faveur du candidat conservateur, et on voudrait qu'il ne sentit pas vivement une telle atteinte faite à sa réputation et à son caractère sacer-

dotal! Permettez qu'au nom de ce curé je repousse, avec toute la vivacité que je puis, une pareille imputation.

Cet électeur de la commune de La Table se nomme Jean Savoie.

Voici sa déposition: « Monsieur le curé est venu chez moi quelques jours avant l'élection. Je n'étais pas à la maison; il parla à mon épouse, lui dit qu'il serait bien de voter pour M. Leblanc, et il lui laissa un bulletin sur lequel ce nom était écrit. Lorsque je rentrai, ma femme me donna ce bulletin en me disant: voilà ce que monsieur le curé t'a laissé; et n'ajouta rien. Le jour de la votation je fis remplir le bulletin par le curé lui-même, mais il ne m'a jamais parlé de la part du syndic. »

Ainsi vous voyez, messieurs, que cette accusation n'a pas l'ombre de fondement; le seul témoin qui ait été entendu sur un tel fait, la démentit de la manière la plus formelle. Je crois que cette déposition est assez explicite pour qu'on n'ait rien à ajouter pour repousser l'accusation.

Au reste, sur beaucoup de points, dans toutes ces menées électorales attribuées aux curés des différentes paroisses dont il s'agit, vous aurez sans doute remarqué que souvent les faits ne sont rapportés que par un seul témoin. Pourquoi cela, messieurs, malgré tous les efforts faits par la Commission et par les accusateurs pour prouver les imputations faites par eux à des personnes si respectables et entourées de la considération de toute une population? Pourquoi? Parce que les braves habitants de nos campagnes se refusent à se prêter à de pareilles manœuvres qui répugnent à leur caractère franc et loyal.

Certainement, si cette pénurie de preuves se présentait pour la cause que nous défendons, nos adversaires invoqueraient contre nous l'axiôme de droit: *Testis unus, testis nullus.*

Je crois donc qu'ils ne trouveront pas étrange qu'à

mon tour j'invoque ce texte, et que je repousse, par ce moyen, une grande partie des preuves qu'ils ont cherché à réunir contre le clergé.

Maintenant je continuerai à examiner les faits incriminés, car, avant de passer à la seconde catégorie de ces faits, je ne veux rien passer sous silence.

Le vicaire de la commune d'Arvillars aurait cherché à solliciter aussi les électeurs de sa paroisse à voter en faveur de M. Leblanc. A ce sujet je m'en vais rapporter une déposition qui est la seule qui se trouve au procès relativement à ce fait. C'est celle de Domaignoz Philibert. Elle est conçue en ces termes :

« Le curé d'Arvillard m'exhorta à voter pour M. Leblanc, me remit plusieurs bulletins portant ce nom ; il m'a dit de voter pour M. Leblanc, mais il ne m'a pas dit de ne pas voter pour M. Louaraz parce que la religion était menacée. »

Voilà le seul fait attribué à ce vicaire d'Arvillard, et voilà ce que fournit la procédure pour établir une telle accusation.

Le syndic de la commune d'Etrier, Chabert François, relativement aux menées attribuées au curé de cette commune, a fait la déposition suivante :

« Je suis arrivé à l'église un peu tard, et lorsque le sermon de monsieur le curé était déjà assez avancé J'ai compris qu'il parlait de l'élection qui devait avoir lieu et il recommandait de choisir une personne capable et religieuse.

« Je ne me rappelle pas que monsieur le curé ait établi de parallèle entre des candidats. »

Quant au curé de la commune de Villard-Léger, je n'ai qu'à lire la déposition de Muriez Joseph pour détruire de fond en comble l'imputation qui le concerne. Ce témoin dit :

« Je n'ai pas ouï rapporter que le curé soit allé chez les électeurs de la commune ; je sais seulement qu'il disait devoir leur faire connaître le nom de M. Leblanc, mais qu'ils pourraient voter comme bon leur semblerait. »

En laissant à ses paroissiens une telle latitude, je pense qu'on ne peut pas accuser le curé de Villard-Léger d'avoir voulu influencer en aucune manière le vote électoral.

Le curé de Montendry aurait aussi cherché à étendre une telle influence sur les électeurs de sa paroisse, et il aurait été assez oublieux de ses devoirs pour abuser de sa position de pasteur des âmes pour imposer sa volonté à ses paroissiens.

Pomet Michel, dépose :

« Je me suis trouvé, un jour avant la dernière élection, en compagnie de monsieur le curé et d'autres électeurs, monsieur le curé a prononcé le nom de M. Leblanc, ajoutant que, afin que nous puissions nous rappeler ce nom, il nous remettrait un bulletin sur lequel serait écrit ce nom, ce qu'il fit à l'instant même. Je lui fis observer pourquoi l'on ne voulait plus de M. Louaraz ; il m'a répondu qu'il était trop ministériel et aussi trop facile à voter les impôts. »

Vous voyez donc que le reproche que l'on fait au curé de Montendry se réduit à bien peu de chose, puisque, non-seulement il n'aurait pas cherché à influencer d'une manière directe ses électeurs, mais qu'il aurait fait connaître simplement les motifs qui engageaient plusieurs de ses paroissiens à choisir un candidat de préférence à un autre.

Et, en effet, il est bon de vous rappeler, messieurs, le motif qui a été donné pour repousser la candidature de M. Louaraz ; je laisse à votre sagacité à en apprécier toute la vérité et toute la portée. Dans bien des parties de l'Etat les élections du 15 novembre ont été, au reste, une protestation assez éloquente contre ce système d'impôts, et confirment assez clairement ce symptôme de mécontentement qui s'est manifesté un peu partout.

Au reste, cette circonstance a déjà été relevée comme ayant déterminé le vote de plusieurs autres électeurs. Ceux-ci nous ont fait connaître les motifs qui les engageaient à ne pas porter M. Louaraz pour candidat à la députation ; il nous ont dit que c'était pour quelques faits, pour quelques questions d'intérêts locaux, parce qu'il avait voté des lois contraires aux avantages économiques des communes qui l'avaient porté comme représentant de ce collège aux précédentes élections.

N'attribuons donc pas l'échec subi par notre ancien collègue à d'autre motif qu'à celui qui vient d'être énoncé par ce dernier témoin, ne cherchons donc pas le mal où il n'existe pas, et respectons la volonté, librement manifestée, de nos concitoyens, qui ont voulu envoyer un autre candidat pour les représenter dans cette nouvelle Législature.

Le curé des Marches a été aussi accusé d'avoir cherché à influencer d'une manière très-directe les électeurs, ses paroissiens. Il les aurait réunis après la grand'messe, le jour de la votation, dans la sacristie, et là il les aurait engagés, revêtu encore de ses habits sacerdotaux, à voter pour M. Leblanc de préférence à M. Louaraz ; et il aurait cherché en cette occasion à les intimider, et à exercer sur eux une pression qui aurait déterminé leur vote.

Cependant, messieurs, les deux frères Chevallier, qui sont les témoins entendus sur ce fait, donnent un démenti formel à de telles assertions ; tous deux déposent d'une manière conforme, ils rapportent qu'après la messe le curé les a effectivement fait appeler dans la sacristie et les a exhortés à voter en faveur de M. Leblanc. « J'affirme cependant, a ajouté un de ces frères, que le curé n'a point parlé sur M. Louaraz. » Et cependant on accuse ce curé d'avoir cherché à ternir la réputation de M. Louaraz ! Ecartons, messieurs, toutes les exagérations de cette accusation, et dites-le-moi donc, à quoi se réduit-elle ?

Parmi les curés incriminés dans cette procédure, il en est peu d'aussi gravement compromis que celui d'Arbin. Il aurait cherché, dans une allocution tenue à ses paroissiens le matin même du 15 novembre, à déterminer leur vote, en leur faisant craindre que la nomination de M. Louaraz ne fût le symbole du parti du

désordre. Ce fait d'abord est démenti par deux témoins, et ensuite il est si étrange pour tous ceux qui connaissent cet honorable citoyen, que le rappeler c'est démontrer qu'il n'a pu être tenu.

Nous avons, en effet, les dépositions de deux ou trois témoins, qui nient les faits attribués au curé d'Arbin.

Ecoutez ce que dit Darquin Jean-Pierre :

« J'étais en effet à la messe basse, le dimanche matin que vous m'indiquez. J'ai écouté le sermon de monsieur le curé; il a recommandé de ne point manquer d'aller à la votation, d'examiner notre conscience, et de voter pour une personne de notre confiance, à laquelle nous pourrions au besoin confier notre femme, nos enfants et même notre bourse.

« Je ne me souviens pas qu'il ait parlé de deux partis en présence: le parti de l'ordre et celui du désordre. »

J'ajouterai à cette déposition celle d'Alibert Antoine, qui nie qu'on lui ait remis un bulletin déjà écrit.

De la sorte ce témoin donne un démenti formel à une observation du syndic de Montmeillan, qui affirmait que, comme président de la section de Montmeillan, il avait reçu de cet électeur un bulletin déjà froissé; ce qui indiquait que ce bulletin n'était pas de ceux distribués par le bureau.

Quelle foi ajouter à toutes ces accusations, quand on voit l'acharnement que l'on met à vouloir découvrir des traces de culpabilité, même dans les faits les plus indifférents et les plus innocents?

Me voilà, messieurs, arrivé déjà à la fin de cette première partie de mon discours.

Je vais parler maintenant de faits que la Commission regarde comme plus importants. Je résume cependant tout ce que je viens de dire jusqu'ici, et je crois être en droit de soutenir que les curés des communes qui composent la section électorale de la Rochette, ont eu recours, pour faire accepter leur candidat, à un moyen que la Commission trouve illicite, mais que je ne comprends pas qu'on puisse avec raison incriminer.

Ils ont, en effet, engagé les électeurs de leur paroisse à voter pour un candidat qui était de leur choix; et quel mal à cela puisqu'ils sont électeurs? Ne peuvent-ils pas jouir des droits que la loi leur reconnaît? Vouloir nier ce droit c'est vouloir faire de tous les curés électeurs autant de parias, c'est vouloir les mettre au ban de la nation et certainement il n'est aucun de nous qui puisse avoir une pareille idée. La Commission, dans son esprit d'impartialité, dans le sentiment de justice qui l'anime, ne voudra pas admettre que les curés électeurs n'aient pas le droit d'aller eux-mêmes déposer leur bulletin et d'exhorter leurs paroissiens à voter dans un sens plutôt que dans un autre, lorsqu'en agissant de la sorte ils se tiennent en dehors des fonctions de leur ministère.

En agissant de la sorte, ils restent tout à fait dans les limites des prescriptions de la loi, et je ne crois pas qu'on puisse leur faire un grief pour un tel fait.

Plusieurs de ces curés n'ont remis, au reste, des bulletins à leurs paroissiens, qui venaient leur demander

pour quel candidat ils votaient eux-mêmes, que pour leur faire connaître l'orthographe du nom de ce candidat. Et retenez encore que plus d'un de ces témoins déposent qu'ils sont allés demander à monsieur le curé comment s'écrivait le nom de M. Leblanc, et que ce n'est que sur leur demande que le curé leur a écrit un bulletin qui n'était pas certainement celui qu'ils ont ensuite jeté dans l'urne, puisque vous savez qu'au bureau on remet un bulletin à l'électeur, et que c'est sur ce bulletin que doit être inscrit le nom du candidat.

La Commission a dit que le curé, en se portant à la votation, en remettant aux électeurs des bulletins portant le nom d'un candidat, avait par ce seul fait exercé une véritable influence sur leur esprit.

**BIANCHERI, relatore.** La Commission n'a jamais dit cela.

**DE VIRY.** Vous avez dit qu'on ne peut séparer le caractère de prêtre de celui d'électeur; que du moment que le prêtre engageait, de quelque manière que ce fût, ses paroissiens à voter dans un sens plutôt que dans un autre, il commettait une action qu'on devait blâmer, par le motif qu'elle entravait la liberté du vote. Je ne puis admettre ce raisonnement, parce que si nous électeurs, nous avons le droit de faire prévaloir le candidat qui nous plaît, les curés électeurs ont le même droit que nous.

Lorsque le prêtre reste en dehors complètement des fonctions de son ministère, on ne peut rien lui reprocher, et il se trouve à l'abri des atteintes de la loi; c'est, au reste, ce qu'a reconnu monsieur le président du Conseil lui-même; ainsi sur ce point il ne saurait y avoir de difficulté.

Maintenant je passe à l'examen de l'incrimination beaucoup plus grave qui est dirigée contre monsieur le curé de la Rochette.

Ce curé est accusé d'avoir le dimanche matin, 15 novembre, célébré la messe paroissiale avec une pompe inusitée, d'avoir au prône lu la lettre pastorale de monseigneur l'archevêque de Chambéry, et d'avoir fait suivre cette lecture d'un commentaire, dans lequel il établissait un parallèle entre deux candidats, sans cependant nommer personne, mais dans lequel, suivant quelques témoins, on a pu facilement saisir l'allusion à M. Louaraz et à M. Leblanc.

Les paroles prononcées par le curé ont été rapportées de différentes manières, et presque toujours par des personnes qui ne les avaient pas entendues.

Ainsi j'ai vu, dans la procédure, le juge du mandement qui avoue de n'être entré dans l'église qu'à la fin du sermon, de n'avoir entendu parler de ce sermon que par quelques personnes qui étaient à l'église, venir cependant attribuer au curé une longue allocution qui ne tient rien moins qu'une page entière dans les volumes des procès-verbaux de la Commission d'enquête. Il faut avouer que c'est là un grand effort de mémoire et d'imagination.

Ce juge nous fait ensuite part de l'impression que ce discours aurait produit sur lui et de l'effet que cette

comparaison a nécessairement dû exercer sur d'autres personnes assistant à la cérémonie et par conséquent sur plusieurs électeurs.

Le curé n'a point nié le fait, il a parlé franchement à la Commission: il a soutenu que, dans ce qu'il avait fait, il n'y avait aucune transgression de la loi, et il a cité à la Commission les phrases dont il s'était servi en cette circonstance.

Eh bien, messieurs, je crois qu'entre le juge du mandement et quelques femmes qui ont rapporté les discours du curé, et le curé lui-même qui vient, dans toute la sincérité de sa conscience, affirmer que les paroles dont il s'est servi sont les suivantes, je crois, dis-je, que nous devons ajouter au moins autant, pour ne pas dire plus, de foi à la déposition du curé qu'à celle de ses adversaires. La Commission me permettra sans doute de lire les paroles prononcées par le curé de La Rochette dans cette circonstance, et la Chambre verra si vraiment la désignation faite des deux candidats a été de nature à exercer la prétendue influence sur les électeurs de manière à les engager à voter dans un sens plutôt que dans un autre, pour M. Leblanc plutôt que pour M. Louaraz.

Voici les paroles de monsieur le curé :

« L'élection que vous allez faire aujourd'hui est très-importante, puisque vous allez nommer un député au Parlement, et que dans la Session prochaine on y traitera probablement les questions religieuses suivantes: 1<sup>o</sup> nos relations avec le Saint-Siège; 2<sup>o</sup> le mariage civil; 3<sup>o</sup> la question de savoir si les fabriques et les écoles resteront entre les mains des frères ou des sœurs, ou s'ils seront confiées à des instituteurs laïques.

« Vous voyez donc, qu'en choisissant un député, vous ne devez pas considérer l'intérêt personnel qu'il peut avoir à être nommé, mais vous devez choisir celui qui s'occupera de vos intérêts. Voici comment vous pourrez savoir quel est celui des candidats qui vous convient. Ou celui qui se présente a déjà été député ou non. S'il a été député, voyez quelles sont les lois qu'il a votées: si elles sont dans vos convictions et vos intérêts, *dans ce cas vous devez le renvoyer, dans le cas contraire, vous ne le devez pas*. Vous faites par vous-mêmes, ce que vous faites par votre député. S'il n'a pas encore été à la Chambre, choisissez un homme probe à qui vous confieriez vos intérêts les plus chers. »

Messieurs, je vous ai lu les paroles prononcées par le curé; y trouvez-vous matière à condamnation? Quant à moi, j'avoue franchement, qu'après les avoir lues attentivement, bien loin d'y voir une menace, une pression exercée sur les paroissiens, je n'y ai vu que les conseils d'un vénérable pasteur, qui donne aux ouailles confiées à sa direction de bons conseils, et leur dit ce qu'ils doivent faire dans cette circonstance solennelle de leur vie politique.

Mais pour vous prouver que les appréciations de quelques témoins ne sont pas celles qui doivent nous guider dans nos convictions, je pourrais citer d'autres témoins qui ont assisté à la messe et qui cependant n'ont pas

éprouvé la même impression au sujet des paroles que venait de prononcer monsieur le curé.

Je trouve, parmi les témoins qui ont déposé sur ce fait, un certain Chabert François qui parle en ces termes:

« Je suis arrivé à l'église lorsque le sermon était déjà avancé et j'ai compris que le curé parlait de l'élection qui devait avoir lieu; il recommandait tout bonnement de voter pour une personne capable et religieuse. »

Voilà l'appréciation d'un témoin qui a assisté au sermon, et qui cependant est loin de démontrer que le curé ait voulu exercer sur l'esprit des électeurs cette pression si forte et presque irrésistible dont parle le juge.

J'avoue que le curé de La Rochette aurait mieux fait de ne pas proférer les paroles qu'il admet d'avoir prononcées. Je ne veux pas avoir l'air de venir ici cacher ma propre opinion pour chercher à disculper ce curé; je n'hésite même pas à dire qu'il me paraît qu'il eût plus sagement fait s'il s'était borné à lire la pastorale de monseigneur.

Mais il y a bien loin du blâme qu'on peut infliger à un acte de ce genre, à la détermination prise par la Commission d'annuler cette élection pour ce motif!

N'oublions pas que l'élection d'un député est l'acte le plus important qu'accomplit l'électeur, et des lors pour que cet acte soit annulé, il faut que les faits qui motivent cette décision soient si positifs, si frappants, si concluants, qu'il soit impossible de se refuser à l'évidence et que réellement il y ait dans les faits incriminés une coaction telle qu'elle puisse changer la volonté de l'électeur.

Mais, quand le curé, se renfermant dans les limites de la loi, commet cependant une simple imprudence, n'est-ce trop fiscaliser que de venir par intuition attribuer à ses paroles un sens qu'elles n'ont réellement pas? Croyez-le bien, ce serait aller beaucoup trop loin, que de vouloir conclure de la sorte, ce serait nous exposer souvent à commettre l'injustice la plus flagrante et peut être pourrions-nous bien déplorer un jour une pareille manière d'agir.

Au reste, que la Commission ne trouve pas mauvais si j'exprime ici la surprise que j'ai éprouvée en lisant la déposition du curé de La Rochette, et en y trouvant une lacune bien regrettable.

Le curé de La Rochette, interrogé sur le fait incriminé, a parlé franchement, il a rapporté les paroles dont je viens de donner lecture, il n'a mis aucune réticence dans son récit; mais il a été plus loin lorsque la Commission lui a demandé s'il éprouverait quelque difficulté à être mis en confrontation avec ses dénonciateurs, les signataires de la protestation: il a démontré un vif désir de voir cette proposition suivie d'un immédiat effet; il a demandé avec instance que cette confrontation eût lieu. Alors un des membres de la Commission, peut-être précisément à cause de cet empressement, s'est opposé à ce que cela se fit; il a dit que l'influence qu'exerçait ce curé, le respect dont il était entouré dans sa paroisse, la considération dont il y jouissait, étaient de nature à empêcher que les témoins vinssent déposer

franchement, ouvertement, la vérité toute entière, et l'on n'a plus voulu donner suite au désir que l'on venait de manifester.

J'avoue franchement, que, lorsque j'ai vu cela, j'ai été très-étonné d'un changement si brusque.

**BIANCHERI, relatore.** Où avez-vous vu ces paroles ?

**DE VIRY.** Dans les dépositions et les procès-verbaux de la Commission.

**BIANCHERI, relatore.** Vous ne trouverez nulle part ces mots : que l'influence qu'il exerçait, le respect dont il était entouré, etc., ni qu'aucun membre de la Commission se soit opposé à la confrontation.

**DE VIRY.** Si vous voulez me passer les pièces ?...

(*L'onorevole Biancheri trasmette i processi verbali della Commissione all'onorevole De Viry.*)

**BIANCHERI, relatore.** Comment avez-vous pu dire que les commissaires se sont opposés à ce que l'on fit cela ?

**DE VIRY.** Parce que je n'ai pu deviner le motif qui a décidé les commissaires à ne pas donner suite à une proposition qu'ils avaient faite eux-mêmes, et que ces propos m'ont été affirmés par des personnes dont je ne puis suspecter la véracité.

Au reste, je ne crois pas qu'on puisse les nier, et même voulût-on le faire, les actes ne pourraient être d'accord avec une telle manière de procéder.

L'impartialité veut que l'on abonde dans les preuves, surtout lorsqu'elles tournent à l'avantage de l'accusé.

Or, je trouve que le seul fait d'avoir hésité à donner cette satisfaction à un membre du clergé, indique combien la Commission elle-même était incertaine sur les suites de cette confrontation ; dès lors elle a cru mieux faire de l'éviter, sans doute pour priver ce curé d'un triomphe aussi facile qu'éclatant.

Dans le rapport de la Commission on a donné comme suffisamment prouvés les faits de pression attribués à ce curé. Ces faits n'ont cependant pas été de nature à paraître tels à toute la Commission ; cette même impression n'a pas été uniforme chez tous, et dans ce cas, comme dans plusieurs autres élections, il y a toujours une minorité qui a protesté contre les conclusions de la majorité.

Après le fait attribué au curé de La Rochette, et qui n'a été relaté dans le rapport de la Commission que d'après des témoins qui n'avaient pas même assisté à la messe, et par conséquent pas entendu l'allocution du curé dans l'église, il est évident que l'on ne peut pas rétenir les paroles qu'il a prononcées comme devant entraîner la nullité de l'élection.

J'admets, pour ma part, que le parallèle fait par le curé aurait pu exercer une certaine influence, s'il se fût agi d'un ballottage, parce qu'alors la comparaison entre deux individus, les seuls qui se soient présentés aux élections, aurait pu détourner des votes destinés à un candidat pour les faire porter sur le concurrent ; mais lorsqu'il s'agit d'élections générales, lorsqu'il y a plusieurs candidats se trouvant en présence, je ne vois pas comment une comparaison faite d'une manière aussi géné-

rique aurait pu entraîner des électeurs à changer leurs intentions et leurs votes. Qu'on ne dise pas que l'allocution en question pouvait offenser quelqu'un. Vouloir apercevoir tant de noirceur dans ces paroles, ce serait en dénaturer étrangement le sens le plus naturel.

Au reste, retenez encore, messieurs, qu'il pouvait y avoir d'autres candidats dont les noms seraient mis en avant ; pourquoi dès lors soutiendrait-on que les paroles du curé ne pouvaient se rapporter qu'à M. Louaraz ? La protestation dit cela il est vrai, mais devons-nous nous en tenir aux inductions, aux interprétations des témoins ? Cette manière de juger serait trop dangereuse, trop irrationnelle pour que nous puissions la suivre ; au reste, tous les témoins sont loin d'être unanimes dans leurs appréciations ; dès lors ne nous laissons guider par aucun d'eux, et reconnaissons que, du moment qu'il n'y a eu désignation d'aucun candidat, il ne saurait y avoir nullité de l'élection.

Le curé de Montmeillan est à son tour accusé aussi d'avoir fait suivre la lecture de la pastorale de monseigneur de quelques paroles en faveur de M. Leblanc. Ces paroles ont été rapportées par la Commission.

Vous les aurez vues sans doute au n° 1<sup>er</sup> de ce même rapport. La Commission les a consignées comme les tenant de la bouche soit de l'avocat Turrel, qui les avait entendues à la messe, soit du curé de Montmeillan lui-même.

Les deux versions concordent au reste parfaitement entre elles, puisque les paroles, ou plutôt l'expression incriminée se trouve dans toutes les deux.

Ainsi voici ce que monsieur le curé a dit aux électeurs après la lecture de la lettre de monseigneur :

« Je rappellerai aux électeurs que les élections ont lieu à 9 heures ; je rappelle en même temps que le candidat que les électeurs conservateurs et catholiques proposent est le chevalier Leblanc Stéphane, qui a des propriétés à Cruet et à La Rochette : vous le connaissez tous assez pour que je n'aie pas besoin de vous en parler d'avantage. »

Le seul mot incriminé dans cette allocution du curé est celui de *catholique*. Le curé de Montmeillan a été interrogé pourquoi il s'était servi de cette expression, et il a répondu en ces termes :

« Je me suis servi de l'expression *catholique* parce que dans tous les journaux, pour établir le parallèle entre les électeurs libéraux et les électeurs conservateurs, on désigne toujours ceux-ci sous le nom de *conservateurs catholiques*. Mais je n'ai point eu l'intention de désigner un parti plutôt qu'un autre. »

Au reste, il est complètement faux que la messe se soit célébrée en cette circonstance avec plus de solennité qu'à l'ordinaire.

Hier, messieurs, vous n'avez sans doute pas oublié que l'honorable Capriolo s'est servi, en parlant de l'élection de Boves, de ces mêmes mots : *i così detti conservatori cattolici*. En vérité si l'on voulait faire un grief à nos collègues toutes les fois que dans cette enceinte on désigne les membres qui siègent de ce côté de la Chambre

par l'épithète de *conservateurs catholiques*, nous aurions trop à faire.

Eh mon Dieu, nous devrions presque nous en offenser chaque jour! Je crois que cette épithète est généralement celle qu'on attribue à un parti de cette Chambre, et on s'en sert surtout dans les journaux. Qu'y a-t-il dès lors de surprenant, si le curé de Montmeillan s'en est servi à son tour? Ce qu'il importe de constater c'est que le curé, en se servant de ce mot, n'a pu commettre un acte que la loi réprovoque: mais, ajoute-t-on, le curé a nommé M. Leblanc. Oui, le curé a nommé M. Leblanc; eh, bien, n'avons-nous pas un précédent d'un pareil fait, qui cependant n'a pas entraîné la nullité de l'élection? N'avons-nous pas un autre exemple d'un curé qui a nommé un candidat du haut de la chaire? N'avons-nous pas le curé de Gavi à qui on a pu reprocher ce même fait? Notre collègue dont il s'agit est présent, et j'espère qu'il ne trouvera pas mauvais que je cite ce fait qui le regarde, mais qui est devenu maintenant tout à fait public. Le curé de Gavi a nommé M. Orso Serra, et cependant l'élection de cet honorable député a été validée. Le curé de Montmeillan n'as pas fait autre chose que de désigner le parti conservateur et nommer la personne qui était portée par ce parti; et je crois que le précédent que je viens de citer est tellement frappant, tellement identique, que ce serait encourir la censure d'avoir deux poids et deux mesures que d'adopter, dans le cas actuel, une jurisprudence diverse. M. Turrel nous apprend, au reste, que jamais M. Louaraz n'a été le candidat qui a obtenu la majorité des suffrages dans la section de Montmeillan; ce n'est donc pas à sa candidature que le curé faisait tacitement allusion en mettant le parti auquel il appartient en opposition avec celui désigné sous le nom de catholique. Je ne doute pas que l'on ne cherche à vous démontrer tout ce qu'offrent d'odieuse cette comparaison et ce rapprochement; mais, en vérité, ce serait passionner bien inutilement le débat que de vouloir le porter sur un pareil terrain.

Un autre fait qui est mis à la charge du curé de Montmeillan est celui-ci: il aurait engagé au confessionnal une fille Berthier de solliciter son père pour qu'il votât en faveur de M. Leblanc. Eh bien: le curé interrogé sur ce fait a protesté de la manière la plus formelle qu'il n'y avait absolument rien de vrai en cela, puisque depuis longtemps il n'avait vu cette fille s'approcher au tribunal de pénitence.

Après une réponse aussi catégorique, je présume que l'on ne voudra rien laisser à la charge du curé quant à ce fait. Je crois, au reste, qu'il est inutile de s'entendre sur ce point, puisque, abstraction même faite de la négative si formelle du curé, ce fait n'a pu être en aucune manière prouvé par les actes.

Éliminons donc complètement un pareil fait. Du reste, des faits de cette nature, qui se sont passés dans le confessionnal entre le ministre de Dieu et la pénitente, ne devraient jamais être portés dans cette enceinte comme fondement d'une accusation. On ne devrait même jamais s'appuyer sur des dépositions de cette nature.

**BIANCHERI, relatore.** On ne l'a pas fait.

**DE VIRY.** Mais pourquoi alors M. le député Biancheri dit-il que c'est le curé? Pourquoi le rapport l'attribue-t-il au curé? Du reste, pourquoi ne pas citer la personne à laquelle on attribue ce fait? On n'a pas interrogé les vicaires: qui seraient donc ceux auxquels on attribuerait les sollicitations en question, et pourquoi ne l'a-t-on pas fait si ce sont eux les coupables de cette infraction?

**BIANCHERI, relatore.** Vous vouliez interroger le confesseur?

**DE VIRY.** Non, sans doute, il s'agissait de ce qu'il s'était dit au tribunal de pénitence! Mais je trouve réellement étrange que les assertions d'un témoin déposant sur un tel fait puissent être crues de préférence aux négatives du curé. Au reste, la Chambre ne peut faire cas d'un pareil fait; je ne veux donc pas m'y arrêter plus longtemps.

En attendant, il importe de retenir que ce n'est pas au curé que l'on doit attribuer ce fait de pression.

Lorsque vous aurez prouvé qu'il doit l'être à un autre membre du clergé, alors j'examinerai quelle sera son importance. Pour le moment j'accepte l'aveu de l'honorable Biancheri, qu'on doit éliminer des imputations faites au curé de Montmeillan ce fait, qui était cependant un des plus graves.

Il résulte dès lors que toute l'accusation dirigée contre le curé se réduit simplement à avoir nommé M. Leblanc dans son allocution, et à s'être servi de l'épithète, *parti conservateur-catholique*. Et sur ces deux points j'ai donné assez de preuves de sa non-culpabilité, pour ne pas prolonger davantage cette défense.

Je suis arrivé, messieurs, au bout de la tâche ingrate que je m'étais imposée en défendant l'élection de l'honorable M. Leblanc.

Tous les faits dénoncés dans les protestations se réduisent en définitive à quelques billets distribués par les curés des communes à leurs paroissiens, à quelques conseils donnés par ces curés, comme électeurs, à ces mêmes individus, et cela en dehors toujours des fonctions de leur saint ministère; à une seule désignation faite d'une manière générique par le curé de Montmeillan dans son allocution au prône, après avoir lu la lettre de monseigneur.

L'exagération relativement à tous les faits dénoncés est maintenant une chose évidente. La récapitulation que je vous en ai présentée, et la réfutation que je me suis efforcé de présenter de toutes ces accusations, ont servi à vous démontrer le peu de valeur de cet échafaudage de preuves qu'on a voulu accumuler sur la tête de quelques membres du clergé.

J'ai soutenu encore qu'il y a une exagération manifeste dans la manière d'apprécier la portée et le sens des mots attribués à ces vénérables pasteurs de l'Eglise, et, je le répète, si les accusateurs sont crus, je ne comprends pas comment on pourrait rejeter les assertions si franches, si formelles des accusés.

Votre vote décidera bientôt si j'ai raison de dire que,

pour rester dans la légalité, nous devons de toute nécessité convalider cette élection.

Je ne crois pas qu'on puisse soutenir qu'il y ait eu dans les faits soumis aujourd'hui à votre appréciation l'ombre de pression cléricale, qui devrait nécessairement être démontrée d'une manière aussi positive, aussi concluante, aussi évidente que possible.

Vouloir admettre cette pression cléricale d'après les dépositions de quelques témoins, et ne pas la repousser lorsque d'autres appréciations dans un sens contraire viennent nous démontrer la fausseté de cette imputation, ce serait nous jeter, messieurs, dans une voie bien dangereuse, qui pourrait nous conduire à l'injustice la plus révoltante et soyez sûrs qu'il peut arriver tôt ou tard un jour où nous déplorerons amèrement de nous être laissés entraîner par de si fausses et si funestes illusions.

Je crois que nous ne pouvons annuler une élection, qui est l'acte le plus important de la vie politique d'un citoyen, que lorsque la pression nous sera démontrée de manière à devoir entraîner de plein droit cette annulation, car dans ce cas nous pourrions dire franchement : la nullité existe, parce que la pression est évidente ; alors je serais moi-même le premier à réclamer que cette nullité soit déclarée.

Lorsqu'il sera démontré que l'on a employé des manœuvres qui faussent la liberté du vote, oh ! alors annulez seulement l'élection, et ne craignez pas d'entendre partir de ces bancs quelque voix éloquente qui veuille essayer de la soutenir.

Mais dans l'élection de M. Leblanc, je ne puis voir de pareilles manœuvres. Les curés n'ont fait que ce qu'ils avaient vu faire dans un pays voisin au nôtre dans toutes les élections politiques, ce qu'ils ont fait eux-mêmes précédemment ; et ils ne peuvent se persuader d'avoir tout à coup enfreint la loi, d'avoir méconnu leurs propres devoirs.

Dans un Gouvernement libéral et libre, toutes les opinions doivent être respectées, toutes doivent pouvoir se manifester ouvertement ; les prêtres seront-ils seuls exceptés de cette règle générale ? (*Movimenti a sinistra*)

Vouloir empêcher qu'ils puissent manifester leur désir de faire prévaloir un candidat plutôt qu'un autre, n'est-ce pas vouloir leur nier comme prêtres un droit qu'on ne saurait leur contester comme citoyens ?

Si un changement survenait un jour dans la marche du Gouvernement, peut-être notre parti se prévaudrait-il de l'opinion qui est mise aujourd'hui en avant par la Commission dans cette élection. Et à quelles conséquences cela nous conduirait-il ? C'est à vous à le décider.

N'admettons pas si facilement la distinction faite par la Commission entre le prêtre et le citoyen, lorsque tous les deux jouissent également des droits civils et politiques, parce qu'il est difficile de ne pas tomber dans l'application de ce principe pris ainsi en abstrait, dans une négation de la justice elle-même qui doit être égale pour tout citoyen.

J'ai encore un mot à ajouter, pour vous prouver, messieurs, que dans toutes ces manœuvres électorales qu'on attribue au clergé, ce n'est peut-être, pas le clergé qui s'est livré aux actes les plus blâmables. Je vous donnerai connaissance d'une circulaire de l'intendant général de Chambéry.

Cette circulaire m'a étonné par tout ce qu'elle renferme d'étrange dans la forme et le fond, et lorsque je l'ai lue je me suis demandé comment il se faisait qu'un fonctionnaire tel que l'intendant, frappe déjà et condamne d'avance un fait qui n'est pas même encore constaté, et sur lequel on n'a pas même réuni les éléments de preuve.

Voici cette pièce si singulière :

« La Commission d'enquêtes parlementaires, au sujet des dernières élections politiques, vient de s'organiser et va s'occuper incessamment de l'objet de sa mission.

« Il importe que les menées déloyales, sur la vérité desquelles se dirigent les investigations de la Commission, soient constatées avec la précision la plus rigoureuse possible.

« Je viens donc vous prier, monsieur le syndic, de fournir à messieurs les membres de cette Commission, ou à ses délégués, tous les renseignements qu'ils pourraient vous demander, de quelle nature qu'ils soient, au sujet des intrigues auxquelles se sont livrés les hommes du parti cléricale dans le collège de Montmeillan.

« Je suis persuadé d'avance que dans l'intérêt de la vérité, comme dans celui du Gouvernement, vous mettez à satisfaire à cette invitation tout le bon vouloir désirable.

« Comme officier du Gouvernement et comme citoyen, c'est pour vous un devoir de conscience de faire connaître avec franchise tout ce que vous savez touchant ces intrigues, qui ont faussé les élections, et qui sont hautement reprouvés par les lois et par la loyauté.

« *L'intendant général*

« MAGENTA. »

Voilà, messieurs, ce qu'un intendant a pu écrire, avant même que la Commission se fût portée sur les lieux pour commencer son travail. C'est sans doute préjuger d'une manière assez étrange la question qui vous est soumise aujourd'hui. Quant à moi, je saisis volontiers l'occasion de stigmatiser de la manière la plus énergique des expressions aussi déplacées que celles de cette circulaire. Était-il permis à la première autorité de la division de méconnaître à ce point tout le respect qui est dû aux actes qui émanent de la Chambre ? Lui était-il permis de venir parler ainsi, lorsque le procès était pendant devant vous, lorsque les commissaires nommés par vous n'avaient pas même encore réuni les preuves de l'accusation ? Et de quel droit vient-il se porter lui-même accusateur contre tout un parti de citoyens qui ne partagent pas les mêmes opinions politiques que lui ? (Bene ! *dalla destra*)

Je n'en dirai pas davantage, messieurs, sur cet étrange document qui restera comme un monument parmi les autres pièces de cette enquête parlementaire, qui sera

pent-être, un jour une preuve admirable pour faire reconnaître de quel côté a été le tort de toute cette affaire, parce que tous les torts, toutes les intrigues, toutes les manœuvres ne viennent pas de la part de ceux que vous stigmatisez aujourd'hui. Lorsqu'on voit des juges de mandement, des syndics, rédiger des protestations qu'ils n'ont pas le courage de signer eux-mêmes pour éviter la responsabilité de leurs propres actes, oh! il faut convenir que ces fonctionnaires méritent un blâme sévère.

Quant à moi, je le dis franchement, je ne comprends pas qu'un individu ait pu pousser quelqu'un à signer des accusations comme celles que nous avons discutées dans plusieurs de ces élections soumises à enquête, sans être lui-même le premier à mettre son nom au bas d'une telle pièce, et soyez sûrs, que si ces fonctionnaires craignent de donner cette preuve de courage et d'indépendance, c'est, peut-être, parce que déjà ils connaissent toute la fausseté de ces accusations.

Une pareille conduite doit être flétrie, et j'espère que nous aurons bientôt une loi qui prévendra le retour de si déplorables abus de pouvoir. (Bravo! *a destra*)

**BIANCHERI, relatore.** Già fino da ieri l'onorevole Capriolo fece osservare alla Camera che il sistema sin qui tenuto da coloro che si alzarono ad assumere la difesa, con molta generosità e con molto coraggio, delle elezioni sulle quali la Commissione vi aveva proposto l'annullamento, consiste nel porre in grandissimo rilievo tutte quelle circostanze le quali da per se non furono dalla Commissione considerate come o di molto peso, o di molta influenza, o che anzi non le parvero sufficientemente provate; e nello stesso mentre lasciare con istudio completamente in disparte quelle altre circostanze che avevano ottenuto pienezza di prove ed erano state quelle che avevano appunto condotto la Commissione a proporvi l'annullamento, e che sono quelle le quali debbono sicuramente illuminare la coscienza della Camera nel dare il suo voto sulle conclusioni della Giunta.

Sinchè io vidi questo sistema seguito dagli onorevoli Di Camburzano, Crotti e da altri oratori che precedettero l'onorevole preopinante in questa discussione, io stimai veramente che dessi lo seguissero, ravvisandolo come meglio adattato a slanci di eloquenza, a sfoggio di fiorite parole; ma dopochè questo sistema lo vidi pure seguito dall'onorevole De Viry, eminente magistrato quale certamente egli è, ciò mi conduce a pensare che senza fallo esso venne immediatamente nella profonda convinzione che fosse impossibile sostenere con validi e sodi ragionamenti la difesa che egli si è assunto di quest'inchiesta, e che abbia dovuto anch'egli sottomettersi alla dura necessità d'appigliarsi ad un sistema inconcludente quale si è quello sin qui tenuto; il che, se prova veramente la buona volontà ed il coraggio che non chiamerò veramente disgraziato, di cui ha fatto mostra l'onorevole De Viry, prova egualmente che non c'è causa la quale in qualsiasi circostanza non trovi il suo avvocato. (*Parità*)

Ed infatti io non avrò che a venire seguitando rapi-

damente e più celeremente che il potrò tutte le varie circostanze sulle quali si è fermata l'attenzione dell'onorevole De Viry, per mostrare alla Camera che in tutte queste circostanze egli abbia proceduto appunto come gli onorevoli suoi colleghi che lo precedettero nella difesa delle altre inchieste, vale a dire facendo i fatti i più rilevanti, e mutilando questi stessi fatti, non presentando le cose che sotto un solo aspetto, e quello aspetto, il quale maggiormente veniva a piegarsi alla volontà e alla causa che l'onorevole De Viry erasi dato l'assunto di difendere.

Infatti per primo l'onorevole De Viry parlò del parroco di La Rochette, e disse: voi sapete che quel parroco fu posto quasi in maggiore rilievo degli altri nelle denunce e nelle protestazioni riferite alla Camera contro il clero nell'elezione di Montmeillan; è vero bensì che il sindaco di La Table, signor Chardonnet, disse che quel parroco aveva fatto sollecitazioni a molti elettori perchè votassero per Leblanc Stefano, ma egli aggiunse però che non vi erano state nè minacce, nè intimorimenti. E si fermò qui l'onorevole De Viry. Pure se egli avesse voluto spiegare alla Camera tutte le deposizioni di questo Chardonnet e narrare le cose come veramente erano accadute, egli avrebbe dovuto soggiungere che lo stesso Chardonnet è quegli appunto che raccontò che, come sindaco, avendo dovuto recarsi presso il parroco per parlargli di qualche cosa che concerneva il comune, non appena era dal medesimo entrato che già il parroco l'afferrava per parlargli dell'elezione, e ragionava lungamente del candidato Louaraz in termini i più sconvenienti e scurrili, di cui mai possa servirsi qualunque persona che sia sfornita di quei sentimenti di dignità che si debbono sempre avere verso un cittadino, specialmente quando il medesimo ottenne già parecchie volte la fiducia dei suoi concittadini. Ma andò più in là. Lo stesso parroco disse allo stesso Chardonnet Camille che era dovere di coscienza di votare per Leblanc e non per Louaraz.

Ora, per certo, non ignora l'onorevole De Viry che hanno ben poco valore le cose dette in termini soltanto generali, ed è appunto sulle generalità delle quali fece menzione questo sindaco che egli s'intrattenne; ma conveniva bensì rilevare in tutta la sua ampiezza questa deposizione, e dire in qual modo si fosse condotto quel parroco a fronte di questo sindaco. Doveva pure dire l'onorevole De Viry che lo stesso parroco non si arrestò alle sollecitazioni che aveva sparse dovunque e sempre accompagnate da considerazioni religiose presso gli elettori, onde influire sull'animo loro ed indurli a votare per Leblanc, ma che egli le spinse al punto che, nel mattino stesso del 15 novembre, dopo avere celebrata la messa, volle ancora radunare una grandissima parte degli elettori del suo comune, ai quali fu largo di qualche bevanda. Il parroco sostenne che non si trattasse che di una tazza di brodo, altri dissero che fossero liquori. Ma questo poco monta; il fatto sta che il parroco, riconfortato, dirò così, il coraggio degli elettori con qualche bevanda, e dopo nuove vivissime esorta-



zioni, e così dopo data una dose di bevanda ed una dose di esortazioni, li munì di una scheda che naturalmente dovevano deporre nell'urna o copiare.

Così l'onorevole De Viry doveva egualmente accennare a tutte le deposizioni del teste Troillard, e, se voleva che una parte fosse valida, l'altra egualmente doveva ravvisarsi tale.

Disse l'onorevole De Viry che il Troillard era appunto uno di quegli elettori indicati per avere subito maggiore pressione morale per parte del parroco, in quanto gli si sarebbe fatto dovere di coscienza di votare per Leblanc in circostanze gravissime; ora dico l'onorevole De Viry che questo non venne confermato dal Troillard Laurent.

Ma anzitutto conviene ritenere che questo Troillard al primo presentarsi davanti alla Commissione disse che pendente tre volte era stato a sollecitarlo vivamente di votare per Leblanc, ma che per la terza volta era stato da lui quando egli parroco si recava per portare gli ultimi conforti della religione alla moglie dello stesso Troillard che stava morendosi. Egli è vero che nega che al capezzale della moribonda il parroco gli facesse dovere di coscienza di votare per Leblanc, ma si vedeva che questa circostanza non voleva riferirla.

Questo fatto era però stato da lui raccontato diverse volte e a diversi individui, i quali tutti avevano unanimemente deposto che egli aveva loro detto come il parroco, recatosi in sua casa per visitare sua moglie moribonda e che in seguito morì, fece proprio in quella contingenza, dovere di coscienza di votare per Leblanc.

Questi testimoni dissero bramare di essere posti a confronto col Troillard, e vedere se liberamente potesse sostenere che non avesse così detto immediatamente dopo la visita del parroco.

Il Troillard ne ebbe sentore e si recò nuovamente dalla Commissione, la quale diede ordine perchè il confronto avesse luogo; ma il Troillard, comparso davanti alla Commissione, ecco quanto depose:

« Un jour avant les élections je rencontrais monsieur le curé de La Table; chemin faisant il m'arrêta pour me parler de la nomination du député, et me dit que c'était un cas de conscience de voter pour un bon député; je lui dis que je n'avais pas le temps de m'arrêter, que nous en parlerions: plus tard il vint me trouver dans mon habitation et m'exhorta vivement à donner mon vote à M. Etienne Leblanc, parce que c'était une personne bonne et religieuse.

« Les considérations qu'il me fit en cette circonstance, rapprochées de celles qu'il m'avait faites précédemment, me firent impression, et j'ai encore actuellement la conscience que monsieur le curé a voulu me dire que c'était un cas de conscience très-grave de voter pour M. Etienne Leblanc.

« Plus tard, en effet, m'étant trouvé avec M. Milan Laurent, nous parlâmes de l'élection qui venait d'avoir lieu, et je lui racontais que M. le curé de la Table m'avait fait un devoir de conscience de voter pour M. Etienne Leblanc: ce que je lui ai dit était conforme à l'impression

que j'avais ressentie, et que je garde encore actuellement. »

Ora nella prima deposizione disse già il Troillard che il parroco era stato da lui tre volte a sollecitarlo vivamente nel voto, e che la terza volta vi era stato nella circostanza che aveva recato alla sua moglie moribonda gli ultimi conforti della religione; ma tacque che ne facesse dovere di coscienza; disse però che questo gli risultava dalle parole dettategli altra volta. Così affermano concordemente i testimoni, mentre fanno istanza per essere posti a confronto col Troillard.

Questi, citato di nuovo per subire questo confronto, non appena comparve fece la deposizione di cui ho testè dato lettura; ammise cioè che il parroco la prima volta gli dicesse: è dovere di coscienza votare per una persona religiosa; e poi un'altra volta che la persona religiosa era il signor Leblanc, e disse che il confronto delle parole prima dette, con quelle posteriori, avevano prodotto in lui l'impressione che ancora portava, che il parroco avesse voluto dire che, per dovere di coscienza, dovesse votare per Leblanc.

Senza dubbio non è leggera l'impressione che si riceve al letto di una moglie che sta morendo, quando un parroco nell'esercizio delle sue funzioni cerca appunto in questa circostanza di fare valere la sua influenza presso un elettore.

Io non segniterò l'onorevole De Viry in tutti i minuti particolari da lui passati in rassegna, nei quali potrei provare come i fatti furono sempre dimostrati sotto il solo aspetto che conveniva all'onorevole preopinante; anzi quegli stessi fatti che la Commissione non considerò come di molta importanza, furono dall'onorevole De Viry posti in grandissimo rilievo, siccome quelli che veramente fossero i soli che avessero motivata la decisione della Commissione stessa; mentre quegli altri che fecero prendere le conclusioni per l'annullamento della elezione furono da lui passati sotto silenzio.

Per esempio, l'onorevole De Viry parlò sino da ieri del parroco di Bourget, e disse che esso si diportò dignitosamente, e non fece che dare lettura della circolare dell'arcivescovo, in cui si facevano considerazioni generali, e la quale anzi venne varie volte dai giornali lodata; ed aggiunse che quella circolare, quantunque ora si voglia biasimare, non si può considerare come una circostanza che abbia potuto influire sull'animo degli elettori, e che si possa riguardare come una pressione morale.

Ma l'onorevole De Viry non ha poi giudicato opportuno di fare presente alla Camera il modo con cui quel parroco ha predicato agli elettori invitandoli a recarsi alla votazione. E poichè egli non credette di riferire alla Camera questa circostanza, supplirò io a quanto ha tralasciato di dire.

Il parroco di Bourget, il giorno 8 novembre, vale a dire la domenica anteriore a quella dell'elezione, salito sul pergamo, diede lettura della circolare dell'arcivescovo e vi fece diversi commenti ora in un senso, ora in un altro, ed è per questo appunto che la Commissione

non fece caso di questa circostanza; ma dopo egli avvertì gli elettori che sarebbe stato loro indicato il candidato pel quale essi avrebbero dovuto votare.

Dopo questo avvertimento dato dal parroco sul pulpito nell'esercizio delle sue funzioni, esso non ebbe altro a fare se non che recarsi presso tutti gli elettori e dire loro, come disse: voi sapete che io domenica vi indicai che il candidato per cui dovevate votare doveva essere una persona religiosa e buona; ebbene, questa persona religiosa e buona è il signor Stefano Leblanc, e voi dovete votare per lui; ed in seguito rimise una scheda ad ognuno, affinchè loro servisse di norma.

Ma, egli soggiunse ancora, domani mattina voi dovete andare per tempo al capoluogo onde deporre il voto; voi potete recarvi a Champlarent, che è un paese che sta sotto nella valle; ivi ho già preso gli opportuni concerti col parroco acciò sia celebrata la messa, e questo vi agevolerà per andare a tempo.

Gli elettori andarono a Champlarent, ma la messa non c'era, ed il parroco loro disse che la messa non aveva luogo, perchè mancavano molti dei suoi parrochiani, e perciò li dispensava; ma però credette bene di loro ricordare ancora di votare per il candidato che loro era stato indicato, altrimenti sarebbe stato molto meglio il non recarsi a votare.

Da tutto ciò si desume che il parroco nella sua predica non si è contentato di considerazioni religiose, ma ha segnalato agli elettori il candidato per cui dovevano votare, e questo candidato era il signor Leblanc.

Queste circostanze vengono ad essere avvalorate dalle deposizioni di molti testimoni, i quali dicono che le medesime raccomandazioni vennero fatte dal parroco di Pontet e da quello di Bourget.

Di più il parroco di Champlarent ripeté le parole che aveva pronunciate il parroco di Bourget, e questo è deposto da due testimoni: l'uno l'ha sentito da coloro che si trovarono in chiesa, l'altro dice di non ricordarsi più precisamente le parole, ma parergli che il parroco dicesse: badate di votare per questo, altrimenti è meglio non andare. Dunque la circostanza principale scaturisce da un testimonio che aveva tutte le qualità per essere stimato degno di fede: e me ne appello all'onorevole De Viry che accenna di sì.

Non andrò oltre in questi fatti, onde vengano convalidate anche le circostanze secondarie.

L'onorevole De Viry vi parlò del parroco di Presles, ma in modo da non accennare che ad una parte dei fatti che avevano tratto a quel parroco, e lasciò in disparte altre circostanze che pure erano degne di fermare l'attenzione della Camera. Disse che il parroco di Presles era stato accusato di avere radunato una congregazione di donne, e di avere esercitato una fortissima pressione sulla loro coscienza, onde fossero indotte a determinare i loro mariti a votare in un senso piuttosto che in un altro. La Commissione appurò questo fatto, ed io sono lieto di dire che veramente non risultò che il parroco si regolasse nel modo indicato.

Questa congregazione, la quale, per avere una qual-

che influenza sulla coscienza di queste signore, avrebbe dovuto avere luogo il giorno antecedente all'elezione, o in quello dell'elezione, fu tenuta il 15 novembre al dopopranzo; in essa il parroco espose considerazioni religiose, disse di pregare Dio perchè tutti gli elettori fossero ispirati e facessero una buona scelta. Ora, se in questo si può ravvisare uno zelo eccessivo per parte del parroco, nel timore che da una parte o dall'altra fosse minacciata la religione o che una rivoluzione invadesse il paese, pur tuttavia vuolsi ritenere che vera pressione non ci sia, in quanto che la votazione aveva già avuto luogo, gli elettori erano già partiti; a meno che si voglia argomentare che quella pressione, che non poteva più esercitarsi per la prima votazione del 15 novembre, avrebbe però potuto farsi sentire quando fosse venuto il caso di un ballottaggio.

Tuttavia, siccome il ballottaggio non ha avuto luogo, la Commissione stimò doversi ritenere che veramente il fatto non abbia avuto quella gravità che gli si è voluta dare; e tant'è che neanche nella relazione, per incarico della Commissione, accennai questo fatto.

Ma, se il parroco di Presles poté così facilmente scolparsi di questa circostanza, è pur bene che la Camera ritenga che essa non poteva essere appurata se non da una deposizione di donne. Quando queste furono citate a comparire dinanzi alla Commissione, corsero tutte in folla dal parroco a prendere consiglio, e tutte unanimemente deposero che, non appena erano state convenute a comparire dinanzi la Commissione, erano accorse a consigliarsi dal parroco, e tuttavia il parroco le aveva esortate a dire la pura e pretta verità; ed io lo voglio credere. Tuttavia, se queste donne erano nella dura necessità di deporre contro il parroco, ragione vuole che si supponga quanto meno che, se una qualche cosa avessero avuto da deporre a carico del parroco, probabilmente non l'avrebbero detta. Nullameno io ritengo le cose come assolutamente vere e come ci furono esposte, perchè io preferisco sempre in casi siffatti di scoprire piuttosto l'innocenza che di trovare la colpeabilità.

Ma se quel parroco fu scolpato in questa parte, non lo fu poscia menomamente dalla taccia delle diverse sollecitazioni che gli si appuntano di avere indirizzate a tutti gli elettori della sua parrocchia, e con un modo tale che certamente era intento direttamente a fare diminuire la buona reputazione, la piena considerazione che sino a quel punto aveva mai sempre goduto nel paese il già nostro collega deputato Louaraz. Siffatte sollecitazioni erano dirette a dimostrare che dei due candidati proposti, uno era caldo sostenitore di religione, e l'altro di spirito affatto contrario.

L'onorevole De Viry infatti non aveva che a dare lettura della stessa deposizione del parroco e della dichiara dei due seguenti.

Claudio Ginet depone che, mentre lavorava, il parroco si recò da lui per esortarlo a votare per Blanc, perchè persona proba, religiosa ed onesta; mentre il Louaraz non aveva religione, e ne aveva dato prove votando tutte le leggi d'imposta, la legge Siccardi, e

quella che sottomette tutti i giovani al servizio militare.

Cagnet egualmente attesta che il parroco fu in casa sua con dirgli: date il vostro voto a Blane, che è uomo onesto e religioso; guardatevi bene dal darlo al Louaraz, che è uomo senza religione e forestiero al paese.

Vede dunque la Camera che questo signor parroco andava girovagando di casa in casa dei suoi parrocchiani a sollecitare voti pel suo candidato, e non si limitava solo, come vorrebbe dare a divedere l'onorevole De Viry, ad esercitare la sua parte di diritto elettorale, ma discendeva a dimostrare come uno dei candidati fosse meritevole più dell'altro del voto elettorale, e faceva intervenire la religione, dicendo: voi che siete buoni cattolici voterete per questo candidato; all'altro guardatevi bene di dare il voto.

Ma io ritornerò più tardi su questo argomento; intanto è bene che la Camera ritenga di qual tenore sia la stessa deposizione del parroco; esso dice:

« Je suis allé en effet chez quelques-uns des électeurs de ma paroisse, je leur ai dit qu'il y avait deux candidats en présence, que l'un était M. Leblanc Etienne, personne honnête et religieuse, et que l'autre était M. Louaraz, qui avait moins de religion et avait surtout voté des lois contre l'Eglise, et je terminais en disant qu'ils les connaissaient tous les deux et qu'ils pourraient choisir, puisque M. Leblanc et sa famille étaient connus par leur bonté et leur religion, et qu'ils savaient autant que moi que M. Louaraz ne fréquentait guère les églises.

« Je n'ai pas prononcé un sermon le dimanche avant le 15 novembre au sujet des élections politiques qui devaient avoir lieu. »

Lo stesso parroco dunque confessa di essere andato a sollecitare tutti gli elettori alle loro case, dicendo loro: questo è onesto, è religioso; l'altro, nè religioso, nè onesto. E come il Louaraz si faceva apparire uomo senza religione? Con quei mezzi fatali condannabilissimi che sono i religiosi. Ed ecco che c'è sempre quel condannevolissimo intervento della religione in cose nelle quali essa non dovrebbe essere mescolata.

Ma di più il parroco spiegava ancora meglio il suo pensiero dicendo: badate poi che è un uomo il quale ha votato le leggi contrarie alla Chiesa, quale si è la legge Siccardi. Ora, o signori, io non so se veramente non sarebbe qui il caso di sottomettere un parroco che tenesse simile linguaggio al giudizio dei tribunali.

Io non so se il segnalare quasi come spregevole ai suoi concittadini una persona non per altro se non perchè abbia votato una legge che è in vigore nello Stato, non sia cosa da condannare.

Io chiederò all'onorevole De Viry, qualora si presentasse a lui come magistrato un simile fatto, se egli non sarebbe certamente il primo a stigmatizzarlo, e a condannare un atto che tende evidentemente ad eccitare l'odio ed il disprezzo dei cittadini verso una legge dello Stato, che, come tale, vuole essere da tutti rispettata. (Bene!)

**DI CAMBURZANO.** Siamo cattolici.

**BIANCHEERI, relatore.** Sta bene; ma io non credo che l'onorevole Di Camburzano, il quale è unito con sentimenti sinceri al cattolicesimo, vorrebbe tenere o approvare un simile linguaggio. Io credo che l'onorevole Di Camburzano pel primo andrebbe più a rilento a sentenziare che un uomo sia più o meno religioso; anzi ho la convinzione che egli mai vorrebbe pronunciarsi sul cattolicesimo in modo da attribuirne il monopolio ad un individuo togliendolo ad un altro. I pensieri non si scrutano che da Dio; a lui soltanto spetta il conoscere se io, per esempio, sia più o meno cattolico dell'onorevole Di Camburzano.

Ma, o signori, per non trattenere troppo la Camera su circostanze di minore rilievo, verrò immediatamente ai fatti capitali di questa inchiesta.

C'è il parroco di Arbin, di cui l'onorevole De Viry fece cenno alla Camera, il quale, come dappertutto, nel giorno 8 novembre, salì sul pergamo, diede lettura della circolare dell'arcivescovo di Ciamberti, che conteneva considerazioni religiose, la commentò, e quindi disse che vi erano due partiti in presenza, il partito dell'ordine e il partito del disordine; che di questi due partiti posti a fronte, l'uno meritava certamente la preferenza sull'altro; quindi venivano molte considerazioni agli elettori.

Questo fatto venne deposto da tutti i testimoni che si sono sentiti, e veramente ho provato una vera sorpresa quando poco fa l'onorevole De Viry diede lettura della deposizione di un certo Alibert, che non era stato citato e quindi nulla aveva deposto, e volle da un fatto, che concerne un caso affatto diverso, trarre argomento per annullare un fatto che da molti testimoni venne affermato. È vero che l'Alibert ha negata la circostanza di una scheda che volevasi che egli avesse ricevuta da altri per essere la medesima così brancicata da dimostrare di essere stata preparata, e che la Commissione ha dovuto fermare a questo punto le sue investigazioni, essendo sommamente difficile riconoscere il modo con cui le schede sono state deposte nell'urna. Ma l'onorevole De Viry doveva pur badare che tutti i testimoni sentiti hanno deposto che il parroco aveva parlato di questi due partiti, dell'ordine e del disordine, posti a fronte. Per dare prova di questo, non ho che a leggere qualche passo dei documenti dell'inchiesta.

« Il me semble que monsieur le curé parla de deux partis qui étaient en présence l'un de l'autre; mais je ne me souviens pas de ce qu'il a dit à cet égard. »

Le raccomandazioni erano vive.

Poncet dice: « qu'il y avait deux partis en présence, celui de l'ordre et celui du désordre; qu'il fallait examiner sa conscience, nommer un député auquel, au besoin, on pouvait remettre sa bourse, ses enfants et même sa femme. »

Di più, vi è Rufin Jean che viene in conferma di queste parole, il quale, dopo avere deposto che il parroco aveva detto esservi due partiti a fronte, quello dell'ordine e quello del disordine, narra che, dopo la predica,

essendosi incontrato col parroco per istrada, gli dicesse che aveva tenuto un assai strano discorso, ed il parroco stesso gli rispose: « Avete ragione, confesso che sono andato un poco troppo lontano. »

Ora non so come l'onorevole De Viry, dopo una tale deposizione, dopo la confessione stessa del parroco, abbia potuto asserire che questo fatto era stato smentito, mentre non un solo dei testimoni smentisce tale circostanza, e mentre il testimonio da lui citato parlò di un fatto totalmente diverso.

Troppo lungo sarebbe il mio ragionamento se volessi seguire passo passo tutte le considerazioni svolte, in circostanze di poco rilievo, dall'onorevole De Viry, e sempre collo stesso sistema di non presentare che una parte sola delle deposizioni e tacere quelle culminanti, le quali appunto condussero la Commissione a proporvi l'annullamento, siccome quelle che sono di una tale gravità, per cui la Camera non dovesse, a parer nostro, giudicare altrimenti che la Commissione.

Ma ciò mi conduce immediatamente a parlare del fatto del parroco di La Rochette, che vuole essere tenuto come capitale in quest'inchiesta. Il parroco di La Rochette celebrò, il mattino del 15 novembre, la messa dalle 7 alle 8 ore perchè gli elettori avessero campo di recarsi a dare il loro voto. Egli la celebrò (tutti i testi sono d'accordo) con molta solennità, anzi volle dare alla funzione molta importanza, perchè forse il prestigio delle parole che stava per pronunziare dovesse poi grandemente influire sull'animo degli elettori. Quindi, rivestito degli abiti pontificali, rivolse dall'altare un'allocuzione ai suoi parrocchiani. Dopo fatte molte considerazioni su gran parte delle leggi che la Camera sarebbe per votare (e parlò di quella sul matrimonio civile, che chiamò disastrosa; di quella che affiderà l'istruzione a laici piuttosto che ad ecclesiastici; di quella sull'amministrazione delle fabbriccerie; leggi, secondo lui, condannabili, e che avrebbero condotto il paese a rovina), venne a dire agli elettori: « Voi vedete come importi il fare una buona scelta. Per fare una buona scelta dovete esaminare se, dei due candidati che si presentano, l'uno sia già stato deputato e l'altro no. Se l'uno fu già deputato, esaminate se abbia religione, se frequenti le chiese, si accosti ai sacramenti; ma più di tutto esaminate quali leggi abbia votate, e specialmente se abbia votato quelle contro la Chiesa, come quella sui conventi. Se invece trattasi di un candidato il quale non sia ancora stato deputato, esaminate se sia religioso, affezionato ai parroci, alla Chiesa; ove lo sia, questi deve meritare la vostra preferenza.

« E badate bene, che del voto che darete dovrete di certo rendere conto quando sarete al punto di morte! Pensate che avrete terribili rimorsi che vi assaliranno, se veramente avrete a rimproverarvi di non avere fatta una buona scelta, e la responsabilità peserà su tutti voi quando, al di del definitivo giudizio, dovrete rendere ragione di tutte le vostre operazioni. »

Ora, io domando, quale poteva essere l'impressione risentita dagli elettori dopo un simile discorso!

Ma affinchè l'onorevole De Viry non mi dica che questo è piuttosto parto della mia immaginazione anzichè realtà, darò lettura alla Camera della deposizione di un testimonio che era presente, ed essa riconoscerà che quanto io testè riferiva, non è che la pura verità. Dijoud, dottore in medicina, depone d'essersi trovato in chiesa quella mattina, ed ecco come racconta la cosa:

« Le matin du 15 novembre, je suis effectivement allé à l'église, et je fus surpris de la trouver parée avec plus de pompe et de solennité que d'ordinaire; monsieur le curé était à l'autel et avait déjà commencé son sermon; j'écoutai et je compris qu'il parlait des élections; entre autres choses j'ai parfaitement retenu qu'il disait que jusqu'ici nous avons été représentés par un député qui était trop soumis au Ministère, et qu'il votait toutes les lois désastreuses qui étaient présentées par lui, que le moment était venu où il fallait faire un bon choix, nommer une personne religieuse, et qui ne votât point surtout la loi sur le mariage civil, parce que c'était une loi contraire à l'Eglise et trop coûteuse pour les fidèles, et que c'était donc un devoir pour tous les électeurs de ne pas manquer à aller déposer leurs votes. Il établit ensuite un parallèle, et parla à peu près en ces termes:

« Vous avez en présence deux hommes, dont l'un est religieux, bon père de famille, fréquentant les églises et jouissant d'une bonne considération; l'autre est une personne ennemie de la religion, parce qu'il a toujours voté les lois contre l'Eglise, comme celle sur les couvents, et a voté également toutes les lois sur les impôts.

« Il termina en disant qu'entre ces deux hommes les électeurs ne devaient pas hésiter, qu'ils se rappelaient les conséquences que leurs votes pourraient avoir, et des reproches que peut-être ils auraient eu à se faire à l'article de la mort, et de la responsabilité qu'ils en auraient au jugement dernier.

« Monsieur le curé s'exprima de telle manière, qu'il fit comprendre clairement, comme du moins j'en ai ressenti moi-même l'impression, que dans son parallèle il entendait parler des deux candidats, M. Etienne Leblanc et M. Lonaraz. »

Questa deposizione di Dijoud, il quale era presente alla predica, venne confermata da Chondine Adolphe, il quale era presente egli pure alla predica.

Dunque voi vedete, o signori, che due testimoni dicono queste cose di scienza propria e ripetono quasi letteralmente le parole del parroco; ma di più quasi tutte le persone più autorevoli del paese, come il giudice, il sindaco ed altri confermano pienamente questa deposizione, e danno anzi maggiore rilievo alla medesima. Il sindaco ed altre persone, tutte di considerazione, dicono che nel paese è fatto pubblico e notorio e non si può contestare; cosicchè la Commissione ha creduto che, essendovi due testimoni presenti al fatto, e sei o sette altri, tutte persone autorevoli che ne confermano tutte le circostanze, si dovesse ritenere come provato.

Tuttavia l'onorevole De Viry contesta primieramente che il parroco abbia detto tutto quanto gli si è voluto

fare dire; in secondo luogo sostiene la sola deposizione di esso doversi tenere efficace.

Anzi le stesse parole del parroco portano a credere che il fatto abbia avuto luogo in questo modo, in quanto che egli ammette di avere fatto il paragone tra il buono ed il cattivo deputato, ammette di avere parlato di legge sul matrimonio civile, soltanto dice di non avere indicato il deputato cattivo siccome la persona che era in funzione nella passata Legislatura.

Però la deposizione nell'insieme dimostra che il fatto è avvenuto in questo modo. Ma l'onorevole De Viry si è mostrato molto sorpreso, perchè, dopo che la Commissione aveva interrogato il parroco, se egli avrebbe sostenuto il confronto con coloro che deposero delle circostanze testè riferite, e contrarie a quanto egli invece affermava, tuttavia non si abbia creduto di andare oltre e fare questo confronto. Egli ne inferisce da ciò che la Commissione o chi dirigeva questa inchiesta abbia quasi voluto ritrarsi e non assumere la responsabilità di una negativa che avrebbe potuto venire da altri testimoni.

Ora mi permetta l'onorevole De Viry che io gli osservi essere inesatto quanto egli ha detto, che l'influenza, di cui il parroco godeva nel paese, potendo influire sull'animo degli elettori, ed essendo a temere che questi non reggessero al suo confronto, ciò avesse determinato la Commissione a non fare luogo al confronto. Questo io lo nego ricisamente.

Già ho detto all'onorevole De Viry che quest'asserzione non trova fondamento negli atti, ed ora soggiungo che, se l'onorevole deputato udì narrare da altri questa circostanza, io la smentisco formalmente, venga essa dal parroco o da chicchessia, perchè il parroco ha diritto e dovere di dire la verità, come qualunque altro, e quando non la dice, commette falsità. E siccome il parroco di La Rochette ha falsato le sue deposizioni, e vi sono testimoni che depongono contro di lui, dico che se, come sembrano indicarlo le parole dell'onorevole De Viry, fu il parroco che lo informò che qualcheuno della Commissione si rifiutasse al confronto, il parroco ha mentito. E perchè la Camera si faccia un concetto dell'influenza di cui parlava l'onorevole De Viry, racconterò il fatto alla Camera.

Tre damigelle erano state indicate da diversi testimoni come quelle che erano state presenti alla predica, ed avevano raccontato il fatto la mattina del 15 novembre.

La Commissione ha creduto di dovere mandare a citare le tre damigelle; ma tutte tre addussero scuse; in una parola si rifiutarono di comparire. Si reiterarono le citazioni; eguale rifiuto. Allora la Commissione avrebbe potuto valersi del diritto di farle tradurre dalla forza pubblica; ma trattandosi di damigelle, ed essendo questione di un fatto già verificato, si è creduto di poterne fare a meno. Tuttavia si è venuto nell'induzione che non per altro queste damigelle si erano rifiutate a presentarsi alla Commissione a deporre la verità, se non perchè il parroco avesse molta influenza sopra di esse; e tutto porta a credere che per non essere nella neces-

sità o di mentire davanti alla Commissione, ovvero, dicendo la verità, di arrecare nel loro concetto un danno al loro parroco, avevano preferito di non presentarsi.

Per questo si disse al parroco che l'influenza di cui godeva nel paese si fosse potentemente rivelata in questa circostanza, e che era a desiderarsi che questa influenza potesse dirsi onorevole più di quello almeno che conduceva a dimostrare il fatto che vi ho testè riferito. Ecco come si è passata la cosa, ed ecco in che modo si parlò dell'influenza del parroco sugli elettori; ma per questo non si disse mai di non volere il raffronto dei testimoni col parroco, solo perchè si temesse la sua influenza. Il raffronto non ebbe luogo, perchè il fatto era talmente stabilito che non era più necessaria altra testimonianza, e di più perchè due persone autorevoli dicevano di essere state presenti in chiesa in quella circostanza, e deponavano di propria scienza.

Non poteva dunque essere il caso di andare più oltre in questa investigazione, quando non si poteva contestare quello che già esisteva.

Non di minore importanza parve alla Commissione il fatto del parroco di Montmeillan, il quale il mattino del 15 novembre, celebrata la messa con tutta pompa, quando fu a metà della funzione, credette di dovere sostare per rivolgere ai suoi parrocchiani un'allocuzione riguardo all'elezione, che era allora imminente.

Il parroco di Montmeillan, lo dico schiettamente, volle essere leale, e confessò le parole da lui pronunciate, ed io son lieto di fargliene l'elogio che si merita. Il parroco di La Rochette aveva adottato il sistema di non volere confessare la verità; il parroco di Montmeillan invece fu immensamente più dignitoso, perchè venne esso medesimo innanzi alla Commissione, e disse: « È vero, nel mattino del 15 novembre ho tenuto un'allocuzione ai miei parrocchiani; ho loro letto per la seconda volta una circolare dell'arcivescovo, e l'accompagnai con alcune considerazioni. Li ho avvertiti che gli elettori cattolici del collegio portavano a candidato il signor Leblanc Stefano, che essi conoscevano a sufficienza, senza che io avessi bisogno di raccomandarlo. »

Tutti gli altri testimoni confermarono questa deposizione, ed alcuni osservarono che il parroco aveva detto: *il partito cattolico*; altri che aveva detto: *gli elettori cattolici*. Alcuni testi aggiunsero ancora che il parroco aveva detto: *ed io vi impegno a votare per lui*. Ma questo ultimo fatto non fu assolutamente provato. Solo vuoi si ritenere come positivo che disse non già: *les électeurs conservateurs et religieux*, come l'avvocato Turrel, il più caldo sostenitore dell'elezione Leblanc, voleva far credere, ma disse: *gli elettori cattolici portano a candidato il signor Leblanc Stefano*.

Ora, o signori, quale è il giudizio che la Camera può portare sopra un simile linguaggio tenuto dal parroco nell'esercizio delle sue parrocchiali funzioni dopo la solennità della messa grande, e rivestito di tutta la pompa dei suoi abiti pontificali? Può dirsi che egli esercitò in questo caso il semplice diritto che spetta ad ogni cit-

tadino? In verità tale opinione sarebbe assurda, perchè ben si sa che qualunque cittadino non può valersi di questi mezzi che sono di un ordine superiore.

L'aver detto poi agli elettori cattolici che votassero per un conservatore cattolico, non credo possa mettersi in dubbio, non ostante gli sforzi di logica adoperati dal deputato De Viry per dimostrare il contrario, che con ciò si intendesse di usare un'influenza politica.

Laonde, o signori, quando il parroco dice *elettori cattolici*, certo vuoi ritenere la parola nel suo puro senso, massime, ripeto, quando lo dice in chiesa dall'altare, mentre è rivestito degli abiti sacerdotali, e questo non può che grandemente influire sull'animo degli elettori, i quali potevano credere che chi era veramente cattolico dovesse di necessità votare per il signor Stefano Leblanc.

Quale sia l'impressione che debba risentire un elettore in questa circostanza, lo lascio giudicare alla Camera. Ma, del rimanente, è egli permesso che un prete possa venire dall'alto del pergamo o dai gradini dell'altare ad indicare nominativamente un candidato per il quale gli elettori debbano di preferenza votare, valendosi di considerazioni religiose? Io non lo credo; perchè, se un simile sistema potesse veramente prevalere, bisognerebbe riconoscere in qualsiasi cittadino il diritto di porsi in chiesa dirimpetto al parroco e stare a contraddittore delle sue parole, e dirgli che egli mente assolutamente, che falsa la verità quando viene a dire che l'uno più dell'altro merita il voto degli elettori. Signori, lo dico schiettamente, io credo che qualsiasi cittadino il quale sapesse che il parroco si arroga la facoltà di dire in chiesa: « Voi devete votare piuttosto per l'uno che per l'altro, » soggiungendo espressamente che un rappresentante il partito dei cattolici, io credo che questo cittadino avrebbe il diritto che spetta a qualsiasi, vale a dire quello della propria difesa quando trattasi di difendere la propria onoratezza, la propria reputazione, quella considerazione da cui ognuno ama di essere circondato presso i suoi concittadini; avrebbe dunque, ripeto, il diritto di dire al parroco: « Voi falsate la verità, voi non avete facoltà di indicare piuttosto questo che quell'altro candidato agli elettori; voi se lo fate, e lo fate dicendo che uno sia piuttosto meritevole dell'altro dirimpetto agli elettori cattolici, voi oltrepastate i confini del vostro ministero: io mi reputo buon cattolico e di appartenere alla Chiesa quanto altri mai; » quali sarebbero le conseguenze di ciò ognuno lo vede.

L'onorevole De Viry ha accennato al fatto del parroco di Gavi. Anzitutto io riconosco che se a Gavi veramente si verificò questo fatto, cioè che il parroco dal pergamo abbia indicato nominativamente il candidato per cui gli elettori dovevano votare, questo si deve riprovare, come non lo si approva riguardo all'elezione di Montmeillan; ma l'onorevole De Viry non deve mai perdere di vista l'immensa differenza che esiste tra questi due fatti. Il parroco di Gavi pronunciò il nome di un candidato, tutt'al più ha potuto indicare che si votasse per lui, ma non andò sino al punto di dire agli elettori

che coloro che si credevano cattolici dovessero di necessità votare per l'uno piuttosto che per l'altro; è qui dove veramente sta la pressione esercitata sulla coscienza degli elettori.

Un elettore che riceve una raccomandazione dal pergamo, quando questa raccomandazione non veste il carattere di dovere religioso, spetta a lui di farne quel giudizio che crede; ma questo parroco accompagnava le sue raccomandazioni con considerazioni religiose, dicendo in pubblico: gli elettori cattolici portano il tale candidato. L'elettore in questo caso è obbligato a risentire l'impressione che, per essere cattolico, è obbligato a votare in questo senso; e, se non è d'intenzione di votare in questo senso, non possono essere riputati quali cattolici.

Veda la Camera quanta differenza corra fra i due casi: in uno c'è la raccomandazione di una persona che trovo anch'io biasimevole, come l'onorevole De Viry afferma; ma, nel secondo caso, la raccomandazione assume la forma di una esortazione religiosa che deve influire grandemente sull'animo degli elettori.

Egli è solo per questo che vuole essere condannato un simile fatto, un simile linguaggio; ed è per questo che la Commissione ha creduto che da se solo questo fatto bastasse per portare con sé l'annullamento dell'elezione.

Non entrerò a parlare di tutte le sollecitazioni dei parroci in esercizio delle loro funzioni presso gli elettori, per accaparrare i voti al signor Leblanc, come non mi tratterò a parlarvi dei singoli casi in cui i parroci, chiamati onde assistere infermi o confortare dei moribondi, afferrassero quelle circostanze che loro offriva il proprio sacro ministero per intrattenersi coi mariti, coi padri, coi fratelli, coi congiunti dell'imminente elezione, facendo loro calde esortazioni per obbligarli, a nome della religione, a votare in un senso più che in un altro.

Molte cose avrei ancora ad esporvi, ma mi limiterò a dirvi che questa propaganda elettorale fu fatta su vastissima scala per parte dei preti ed in chiesa, e dal pergamo o dai gradini dell'altare e che so io, e che tutti i parroci furono intenti a correre di qua e di là, onde fare inetta di voti al loro partito.

Ma si è detto: i preti quando non siano nell'esercizio delle loro funzioni, essendo elettori, non facevano che esercitare un diritto che loro spetta come a qualsiasi cittadino, il quale ciò faccia servendosi di mezzi leciti ed onesti.

Io credo che qui si faccia una strana confusione tra i diritti che spettano ai privati cittadini, nei limiti della lealtà e rettitudine da cui a nessuno lice discostarsi, e i diritti che possa avere un parroco quando opera come ministro dell'altare.

Un cittadino che operi come elettore pel suo candidato, la sua parola non è coattiva, non è coercitiva come quella del parroco che per proprio ministero esercita per sé un ascendente sopra gli animi dei suoi compaesani; tanto più quando il parroco si reca dagli elettori, non come semplice privato, ma nella sua vera qualità

di parroco e per esercitare le funzioni del suo ministero.

Certamente quando l'elettore riceve le raccomandazioni di un parroco in tali circostanze, egli non può scordarsi che esse non gli vengono già solo da un suo concittadino, ma dal ministro di Dio, da colui che si reca in sua casa, ora per venire a soccorrere coi conforti della religione un congiunto ammalato, ora per ministrargli quei sollievi che la religione accorda a chi sta per morire, come era appunto il caso dell'elettore Troillard in questa contingenza. Gli uffici adunque che fa il parroco non sono solamente pratiche fatte da cittadino a cittadino, ma prendono tutto quel peso che loro attribuisce il carattere di cui il parroco è rivestito.

Ora io credo che questo sistema vuole essere assolutamente condannato, inquantochè, se il parroco può intervenire ad influire sugli elettori col sussidio della religione medesima, allora a questa bisognerebbe che si potesse contrapporre un'altra forza eguale, la quale non può consistere in altro che nel confutare la stessa religione; e le conseguenze che un simile sistema potrebbe originare sarebbero fatali non solo alla società, ma anche alla religione. (*Segni di assenso*)

Del resto, o signori, io credo che sia tempo di finirla una volta con questo sistema abbracciato dai preti, i quali si permettono di denigrare, di calunniare, di diffamare cittadini onorati quanto lo possano essere essi medesimi, e coloro che li difendono in simili operati. È tempo di finirla una volta, poichè io non so che i preti abbiano il diritto di trascinare alle gemonie dell'opinione pubblica reputazioni immacolate, nomi onorandi, solo perchè essi appartengono ad un altro partito politico. (*Bene!*) Perchè non bisogna mai dimenticare che il parroco che agisce in questo modo non è altro che un agente elettorale, non è altro che un istrumento politico, e si giova della religione, che pure da lui dovrebbe essere più rispettata, per maggiormente influire sull'animo degli elettori, apponendo ad un cittadino ora che non è religioso, ora che egli è senza moralità, ora che ha votato leggi contro la religione, quale è quella dei conventi, e che perciò è assolutamente dispregevole; ora che ha votato leggi d'imposta, e che come tale deve essere privato della simpatia degli elettori.

Per simili considerazioni voi vedete persone che furono sin qui rispettate, e che meritavano sempre la pubblica stima, essere fatte segno all'odio dei propri concittadini da chi ha una missione di pace, da chi ha una missione d'amore! (*Bravo! bravo!*)

Se questo sistema potesse prevalere, converrebbe che alcuno fra i cittadini si ponesse a fronte dei parroci quando intervengono in simile modo, e combattesse i preti e forse persino la stessa religione, dal momento che è presa come arma e fatta vessillo di un partito politico (*Bravo!*), e non è, come dovrebbe essere, tenuta in disparte dalle passioni politiche. Io penso che se la Camera non verrà a porre un freno a quest'odioso sistema, esso abbia ad essere fatalissimo al paese, alle libere istituzioni ed alla stessa religione, per la quale gli onore-

voli De Viry, Di Camburzano e gli altri loro colleghi prendono la parola come se ne avessero il monopolio, e come se gli altri fossero sempre intenti ad assalirla, a rovesciarla. Così appunto fecero i preti della Savoia, i quali dappertutto dissero: badate di fare buona scelta; la religione è minacciata, è crollante; la rivoluzione ci sta sopra, la società è in pericolo; scegliete una persona religiosa che sola può salvarla!

Ora, signori, è egli tollerabile che un simile linguaggio possa essere tenuto da coloro che dovrebbero più di ogni altro tenersene lontani? In tal caso noi diremo ai parroci: queste cose sono vere calunnie! No! Quando vi fate a parlare in tal guisa voi mentite! e lo diremo colla coscienza di soddisfare ad un dovere e d'illuminare il giudizio dei cittadini. Non dobbiamo lasciare i nostri concittadini sotto l'oppressione di un incubo che contamina le reputazioni, e calpesta quanto di più rispettato e sacro vi ha nell'umano consorzio, che opera con modi assolutamente indegni, facendo violenza alla coscienza ed alla volontà degli elettori. (*Bene! Bravo! a sinistra*)

Dunque, signori, in questa elezione voi dovete condannare il sistema dell'intervento della religione nel doppio scopo di denigrare l'altrui fama ed esercitare violenza sulle coscienze, come fecero i preti in questa elezione, conculcando quanto vuole essere scrupolosamente rispettato.

Questo sistema vuol essere respinto e condannato; lo dovete al paese, lo dovete alla vostra coscienza, lo dovete alla società, e più ancora lo dovete alla religione medesima da questi faccendieri abusata e profanata! (*Bene! a sinistra ed al centro*) E così operando, noi crediamo di assumere la difesa della religione meglio di quanto lo facciano l'onorevole Di Camburzano, l'onorevole De Viry; perchè il giorno in cui la religione sarà stata travolta nel turbine delle nostre passioni, sarà presa a giuoco di un partito e da esso cangiata in arma elettorale, voi avrete del tutto disfatto il suo soprannaturale prestigio, ne avrete distrutta l'autorità morale, avrete scalzato radicalmente il supremo edificio della fede! Quando essa sarà uno strumento politico in mano dei partiti, ogni cittadino avrà diritto di combatterla e si cesserà di vedere in essa quel sentimento elevatissimo, quel sentimento divino a cui ognuno, a qualsiasi partito appartenga, ama d'ispirarsi

Ora quali saranno le conseguenze di questo sistema, lascio a voi il giudicarlo. Solo vi domando, a nome della Commissione, la condanna del sistema tenuto dal partito clericale in questa elezione; lo domando a nome della società, a nome della religione. (*Bravo! Benissimo! a sinistra*)

*Molte voci.* Ai voti! ai voti!

**DE VIRY.** Je demaude la parole.

*Voci.* Ai voti! ai voti!

**DE VIRY.** Mon intention n'est point de répondre à la chaleureuse péroraison de l'honorable Biancheri; mais de présenter une simple observation.

Je suis le premier à admettre la vérité de tout ce que

L'honorable Biancheri vient de dire, et, pour prouver que je suis parfaitement d'accord avec lui à cet égard, je lui rappellerai que j'ai égayé mon opinion sur des paroles qu'avait prononcées monsieur le président du Conseil dans la séance du 30 décembre dernier.

J'ai lu les paroles mêmes de monsieur le président du Conseil, qui a dit que les curés, comme citoyens, avaient droit non-seulement de réunir chez eux les électeurs, de les engager à voter pour un candidat plutôt que pour un autre, mais encore que comme électeurs ils pouvaient faire ce qui est permis à tout autre électeur, pour faire prévaloir le candidat de son choix; pourvu que pour obtenir ce résultat, ils n'eussent pas recours aux armes spirituelles et qu'ils se tinssent toujours en dehors des fonctions de leur saint ministère.

Or, c'est précisément ce qu'ont fait les curés dans l'élection de Montmeillan (*Rumori*), car ce n'est pas en parlant des généralités qu'on peut discuter ces questions de pression; il faut nécessairement descendre aux faits particuliers à chaque élection.

L'honorable Biancheri me reprochait d'avoir cherché à attirer l'attention de la Chambre sur des faits secondaires, accessoires, en laissant de côté tous les faits principaux de la procédure, et cela surtout pour vous induire en erreur en vous faisant prendre le change sur le véritable état de la question et vous faire croire que si certains faits de moindre importance n'étaient pas prouvés, les autres ne l'étaient pas davantage.

J'attendais de l'honorable Biancheri qu'il voulût bien m'indiquer quels étaient ces faits si importants sur lesquels devait porter toute l'attention de la Chambre, qui devaient frapper si vivement votre conviction et amener une immédiate condamnation. Eh bien! qu'a-t-il cité de plus que moi? A-t-il mis en évidence d'autres faits que j'avais omis? A-t-il lu d'autres dépositions que celles dont je vous avais déjà donné connaissance? Et n'a-t-il pas dû convenir que toute cette pression, cette pression si extraordinaire, dont on fait tant de bruit, a été exercée par les curés, en dehors de leurs fonctions sacerdotales, non comme ministres de Dieu, mais comme simples citoyens, parce que, étant électeurs et payant leurs impôts, ils ont le droit de faire de la propagande électorale, circonscrite dans les limites tracées par la loi elle-même?

Je demande, messieurs, si dans ces faits il y a eu pression, et pression de nature à avoir pu amener un changement dans le vote des électeurs et cela surtout si vous réfléchissez à la majorité si considérable qu'a obtenue dans ce collège l'honorable Leblanc.

Dans les dépositions de cette enquête, j'ai souvent vu les mêmes faits affirmés par deux témoins et niés par deux autres: dans ce cas, je vous le demande, de quel côté penchera la balance de la justice?

Nous ne regarderons certainement pas comme prouvé ce qui est si douteux; dès lors je crois être en droit de soutenir que grand nombre des faits allégués par M. Biancheri doivent être effacés de ce procès et ne peuvent être regardés comme chefs d'accusation. De cette

nature sont les propos qu'on met dans la bouche de plusieurs prêtres sur le compte de M. Louaraz.

Quelques-uns des témoins, qui ont rapporté ce propos, viennent aujourd'hui nous dire qu'il ne savent pas s'ils ont été tenus avant ou après les élections.

Or, messieurs, je demande, n'est-il pas important de constater cette circonstance? Et, quels que soient ces propos qui pourront motiver, si vous voulez, une plainte de la part de la personne qui s'en croira offensée, ils ne pourront jamais cependant faire annuler une élection, s'il n'est pas constaté qu'ils ont pu avoir une influence sur le résultat de la votation.

Quant à l'incrimination dirigée contre les curés de La Rochette et de Montmeillan, parce qu'ils auraient voulu fasciner l'esprit de leurs paroissiens par l'éclat et la pompe de la cérémonie religieuse, je nierai ce fait comme les curés le nient eux-mêmes. Mais, même en le supposant vrai, vouloir y trouver la preuve de la pression dont on les accuse, oh! permettez-moi de le dire, c'est tomber dans des puérités.

Ne suivons pas en cela la manière de raisonner de quelques syndics, qui attribuent même à l'invocation du Saint-Esprit une influence funeste sur l'élection dont il s'agit. Quand on voit cela, il faut convenir qu'il est difficile d'assigner des limites à l'esprit de parti.

Il serait étrange de venir faire un reproche à un curé parce que, dans son église, il se serait revêtu d'un ornement plus somptueux, plus riche qu'un autre, que, par ce moyen, il aurait voulu influencer l'esprit des électeurs.

Je répéterai encore que j'ai cité l'exemple du curé de Gavi parce que je l'ai trouvé tout à fait analogue à celui du curé de Montmeillan. La récompense donnée à ce curé prouve assez qu'on n'a pas désavoué sa conduite; il est vrai peut-être qu'elle n'a pas été donnée uniquement pour ce fait. Quoiqu'il en soit, il me paraît que la Chambre ne pourrait pas aujourd'hui se déjuger et condamner ce qu'elle n'a pas désavoué dans une autre élection.

J'espère que la Chambre n'aura pas deux poids et deux mesures. Il me semble avoir démontré que les objections de l'honorable Biancheri ne sont pas suffisamment fondées. Du reste, je vois que la Chambre est fatiguée; ainsi, je n'insisterai pas davantage.

**PRESIDENTE.** La Camera non essendo in numero, farò procedere all'appello nominale, ed inserire il nome degli assenti nel giornale ufficiale.

(*Si procede all'appello nominale.*)

**SINEO.** Mi pare che, secondo la consuetudine della Camera, coloro che hanno ottenuto un congedo, non sono mai chiamati all'appello e notati; e veramente credo ciò sia giusto, perchè comparirebbero davanti alla nazione come trascurati, quando sono legalmente assenti.

Io propongo che quelli che si trovano in congedo, siano cancellati dal numero dei mancanti.

**CAVALLINI, segretario.** Risponderò all'onorevole Sineo che questo si fa sempre; prima di inserire la lista



dei mancanti, si cancellano quelli che si trovano in congedo.

Faccio però osservare che si usa di domandare anche il nome di questi quando si procede all'appello nominale, perchè, come non di rado accade, colui che si trova in regolare congedo, viene talvolta alla Camera, sebbene il tempo del congedo non sia terminato.

Quindi i segretari fanno il loro dovere leggendo, quando si fa l'appello, anche i nomi di coloro che hanno ottenuto un congedo. (*Segni di assenso*)

**PRESIDENTE.** La Camera essendo ora in numero, pongo ai voti l'approvazione del processo verbale della seduta precedente.

(È approvato.)

Il deputato Satta-Musìo scrive domandando un congedo di giorni venti.

Se non ci sono osservazioni...

*Voci.* No! no!

**PRESIDENTE.** Allora pongo ai voti il congedo chiesto dal deputato Satta-Musìo.

(Non è accordato.)

Sulla elezione del collegio di Montmeillan, la Commissione conchiude per l'annullamento di questa nomina, fatta nella persona del signor Leblanc.

Pongo ai voti queste conclusioni.

(La elezione è annullata.)

La seduta è levata alle ore 11 1/4.

*Ordine del giorno per la tornata di oggi:*

1° Seguito della discussione sulle elezioni assoggettate ad inchiesta.

Discussione dei progetti di legge:

2° Spese maggiori al bilancio 1857;

3° Variazioni alla circoscrizione dei comuni;

4° Leva militare per l'anno 1858;

5° Facilitazioni in favore della ferrovia di Stradella.